

Intersyndicale des journalistes
(SNJ, SNJ-CGT, USJ-CFDT, SJ-CFTC, SJ-FO)

Protection des sources des journalistes : dans le vif du sujet.

La protection des sources des journalistes va s'inscrire dans la loi de 1881 sur la liberté de la presse.

Les services de la chancellerie et les syndicats de journalistes (SNJ, SNJ/CGT, USJ/CFDT, SPE-CFE/CGC, SJ/CFTC, SGJ/FO, SJ/FO) se sont rencontrés le vendredi 7 décembre et ce point fondamental est acquis.

Cette première session de travail organisée avec la DDM (direction des médias auprès du premier ministre), a permis aux représentants du ministère de la justice de comprendre qu'ils avaient en face d'eux toute une profession puisque tous les syndicats présents se sont déclarés en accord avec les propositions du SNJ pour harmoniser la loi française avec la jurisprudence européenne.

Près de deux heures d'échanges ont permis de dégager, très concrètement, les points de convergences et de divergences. Les journalistes ont défendu le principe d'une protection la plus large comme l'exige la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Les services ministériels ont fait montre d'une approche plus restrictive n'intégrant pas encore totalement les exigences posées par les récents arrêts de condamnation de la France, de la Belgique et du Luxembourg sur cette question essentielle.

Les problèmes, pas toujours anticipés par le législateur, que rencontrent les journalistes au quotidien, montrent assez qu'une consultation préalable de la profession est nécessaire avant toute évolution de la législation.

S'il fallait illustrer l'urgence de ce dossier, l'affaire Guillaume Dasquié où l'on a vu ce journaliste mis en examen après près de quarante heures de garde à vue et de très fortes pressions pour le contraindre à dévoiler ses sources, a soulevé une forte vague de réprobations.

Les syndicats de journalistes et les services de la Chancellerie vont poursuivre leurs travaux.

Paris, le 12 décembre 2007